

MICROFICHE ETABLIE A PARTIR DE
L'UNITE DOCUMENTAIRE
N

جديدة منجزة حسب الوثيقة
رقم:

93

367

ROYAUME DU MAROC

المملكة المغربية

المركز الوطني للوثائق
CENTRE NATIONAL DE DOCUMENTATION

SERVICE DE REPROGRAPHIE
ET IMPRIMERIE

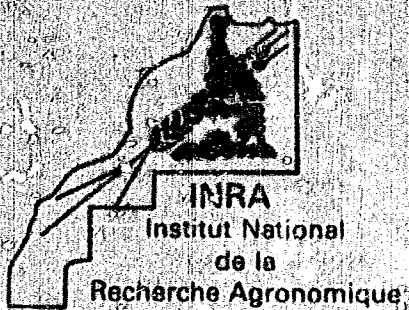
BP 826 RABAT



مصلحة الطباعة والتصوير
ص.ب 826 الرباط

F

1



93-0367



MidAmerica International
Agricultural Consortium

Villages de la Haute Chaouia face à la menace d'une année sèche

Rapport d'enquête

Par

Ahmed Herzenni

Avec l'assistance de

Bekkari Lahcen & Bouzidi Karim

Fin Janvier 1992

S/P de Socio-Economie

Section de Sociologie

USAID PROJECT N° 608 - 0136

Centre Regional de la Recherche Agronomique
de la Chaouia Abda et Doukkala

B.P. 290 Settati, Maroc

**Villages de la Haute Chaouia face à la
menace d'une année sèche**

Rapport d'enquête

Par

Ahmed Herzenni

Avec l'assistance de

Bekkari Lahcen & El Bouzidi Karim

Fin Janvier 1992

S/P de Socio-Economie

Section de Sociologie

27/10/93

93-0302

Sommaire

A. Introduction	3
B. Caractéristiques générales des villages enquêtés	5
C. L'état des cultures	5
D. Les réajustements effectués par les agriculteurs	7
1. La gestion des stocks et les dépenses de consommation	8
2. La gestion des troupeaux	8
3. Les sources supplémentaires de cash	9
3.1. L'emploi hors-exploitation ou les activités non agricoles	10
3.2. L'aide de membres non-résidents des familles.. ..	11
3.3. Le crédit	11
E. Les relations intra-villageoises	12
F. Conclusions et recommandations	13

صفحات غير واضحة

Des pages illisibles

Villages de Haute Chaouia face à la menace d'une année sèche
-Un rapport d'enquête-
Fin Janvier 1992
A. Herzenni*

A. Introduction

Après de fortes précipitations en septembre-octobre 1991, les pluies se sont brusquement et complètement arrêtées sur toute l'étendue de la Haute Chaouia, en particulier. Les agriculteurs, qui ont semé à peu près tout ce qu'ils avaient à semer, se sont progressivement vus obligés de considérer la possibilité d'une récolte désastreuse, sinon d'une année sans récolte du tout. Chaque jour, sous leurs yeux, les champs où quelques graines ont poussé jaunissent davantage. La condition des troupeaux devient alarmante. Le spectre de la disette hante les esprits. Ce n'est pas une expression exagérée: malgré l'obstination de l'espoir, certains agriculteurs nous ont assuré avoir perdu le sommeil; d'autres ont des hallucinations: souvent, la nuit, ils ont l'impression que les pluies sont enfin revenues.

De concert avec les chercheurs du Centre des autres disciplines, nous avons estimé que cette année ne devait pas être une "année blanche" pour la recherche. Plus particulièrement, en tant que sociologue, nous sommes convaincu que saisir à chaud les adaptations qu'effectuent les agriculteurs à une situation de détresse telle qu'une année sèche revêt la plus haute importance. Plus particulièrement encore, nous étions intéressé à découvrir jusqu'à quel point les rapports sociaux (entre les agriculteurs) eux mêmes - au niveau auquel ils se manifestent le plus clairement, c'est à dire celui de villages - fonctionnent comme une ressource en cas de crise - ou ne le font pas ! Y a-t-il des mécanismes de solidarité qui ont déjà été mis en oeuvre - ou non ? Y a-t-il eu des révisions des termes des multiples arrangements, formels et informels, qui lient

* Avec l'assistance de Bekkari Lahcen et El Bouzidi Karim, étudiant de 6^{1^e} année à l'ENA de Meknès.

B. Caractéristiques générales des villages enquêtés

La taille des villages enquêtés varie de vingt ou vingt cinq foyers à une soixantaine de foyers, les plus gros villages se rencontrant dans les Oulad Saïd, et les plus petits dans les Oulad Sidi Ben Daoud. Dans un village sur trois dans les Oulad Saïd et les Oulad Bouziri, la proportion des foyers émigrés est élevée (25% et 40%, respectivement). Aucun des deux villages des O.SBD enquêtés ne connaissait le même phénomène; en revanche, dans les deux, certains foyers comptent jusqu'à cinq individus émigrés (notamment en Italie).

Sauf dans les villages des O.SBD enquêtés, qui disposent encore de terres collectives, la proportion de paysans sans terre est partout élevée. Elle atteint 40% des foyers dans un des villages des Oulad Bouziri enquêtés. Elle est de 15% dans le village des Oulad Saïd enquêté le moins touché.

Pour autant que le type d'enquête mené permette de l'affirmer, la plupart des villages enquêtés sont dominés par la catégorie des agriculteurs moyens de la couche inférieure, qui possèdent un peu plus ou un peu moins de dix (10) hectares de terres. Dans seulement deux cas la catégorie dominante était celle des très petits agriculteurs, ne possédant parfois pas plus d'un (1) kheddama (0,17 ha). Dans un de ces deux cas, un gros propriétaire possédait environ trois cent (300) hectares. Cependant, dans presque tous les villages enquêtés, les contrastes, y compris entre agriculteurs moyens et petits agriculteurs, étaient considérables. Pas assez cependant, et fort heureusement, pour empêcher des membres des différentes catégories de rejoindre nos groupes de discussion. Nous pouvons affirmer, en effet, que ceux-ci étaient amplement représentatifs d'un point de vue socio-économique. En fait y assistèrent non seulement des agriculteurs moyens et petits mais aussi des travailleurs agricoles, des villageois qui s'occupaient au moins occasionnellement à colporter des marchandises à travers la campagne, etc. Les seules catégories non touchées furent les gros propriétaires, et les femmes.

C. L'état des cultures

Quasiment toutes les superficies réservées aux cultures d'automne (orge des deux types, blés, fève, lentilles - plus oignon dans les Oulad Said et partie des Oulad Bouziri, et petit-pois maraichers dans partie des Oulad Bouziri) ont partout étéensemencé (ou fait l'objet de transplantations), et ce quel qu'ait été le calendrier et le mode d'installation des cultures (installation quasi-simultanée grâce aux moyens mécaniques, ou installation échelonnée dans le temps). Seules quelques parcelles destinées aux lentilles, dans un village des Oulad Said et un village des Oulad Bouziri, aux petit-pois, dans un village des Oulad Bouziri, n'avaient pas encore étéensemencées lors de notre passage. Dans un village des O. SED, notre interlocuteur déclara qu'il se pourrait, le cas échéant, qu'il semât un supplément de blé dur s'il pleuvait, mais il nous échappa de lui faire préciser si alors il le ferait sur une superficie destinée depuis le début à cette culture ou sur une superficie prélevée sur la sole réservée à une culture de printemps.

Dans tous les villages enquêtés, l'orge fourragère en est déjà au tallage. Cependant, sa croissance semble arrêtée, comme l'atteste sa couleur qui vire de plus en plus au jaune. Les agriculteurs n'ont pas décidé pour autant de la faire pâturer par leurs bêtes, car elle n'a pas eu le temps de développer un système racinaire suffisamment solide, et les bêtes risqueraient donc de l'arracher. Cette tergiversation traduit de la part des agriculteurs la persistance de l'espoir qu'avec le retour des pluies la production d'orge fourragère pourra être sauvée.

L'orge de champ, quant à elle, ainsi que les blés et les lentilles, n'ont que partiellement levé. Ceci est regardé plutôt comme une chance par les agriculteurs. Ils pensent en effet que les graines qui ont germé et levé sont condamnées au dépérissement s'il ne pleut pas assez tôt, alors que les graines qui n'ont même pas germé peuvent se conserver intactes dans le sol jusqu'à ce qu'il pleuve, pourvu seulement qu'entretemps elles ne soient pas dévorées par la volaille, les pigeons et les moineaux ! Cependant ceci est vrai surtout pour l'orge dont l'embryon est protégé par des glumelles résistantes et qui est généralement semée dans les sols les plus légers et les plus secs. C'est moins vrai pour les blés (surtout le blé dur) et les lentilles, qui sont plus vulnérables au peu d'humidité que le sol peut avoir conservée, d'autant qu'ils sont généralement semés dans des sols plus profonds et à plus forte rétention d'eau.

En ce qui concerne la fève, il nous a été rapporté que cette culture peut d'ores et déjà être considérée comme à peu près irrémédiablement compromise. Unique exception: un village des Oulad Bouziri où il nous a été dit que lorsqu'elle a été semée sur jachère elle se comporte relativement bien - mais pour combien de temps encore?

Le même verdict est valable pour le petit-pois, là où il est cultivé.

Quant à l'oignon, là où il est cultivé, dans les Oulad Bouziri il est dit définitivement perdu, dans les Oulad Said il est dit en voie de dépérissement.

Nous devons noter ici que les agriculteurs ne se préoccupent plus tant de ces "cash crops": oignon, petit-pois, et fève. Les revenus qu'ils étaient censés leur rapporter leur apparaissent déjà comme un luxe inaccessible. Ils se soucient surtout pour les blés et l'orge, sur lesquels ils comptent pour leur propre consommation et celle des leurs bêtes. A cet égard, donc, et pour nous résumer sur ce point, ils n'ont pas perdu l'espoir de voir les pluies revenir, et une partie variable de leur récolte sauvée. Mais si, en conséquence, ils répugnent à évoquer la possibilité d'une disette absolue, ils n'en sont pas moins conscients - comment pourrait-il en être autrement? - qu'ils devront faire face à un déficit plus ou moins sérieux de produits essentiels à leur propre subsistance et à celle de leurs animaux. En fait, ils vivent déjà avec ce déficit. Comment cela se traduit-il dans leur comportement économique et social? Comment réorganisent-ils leurs ressources - individuelles et collectives - en vue d'affronter le-dit déficit, et éventuellement le réduire? Ce sont là les questions que nous allons aborder maintenant.

D. Les réajustements effectués par les agriculteurs

Un avertissement au lecteur tout de suite: il ne doit s'attendre à rien de spectaculaire. Les agriculteurs ne sont pas en train de crier famine, ni de quitter en masse leurs villages. Les terres - à ce stade du moins - ne sont pas en train de changer de mains. Même les manifestations traditionnelles de détresse, et de solidarité, ne se sont pas vraiment mises en branle. Par exemple, dans aucun des villages enquêtés il ne nous a été signalé que des prières d'istisoá ont déjà eu lieu. Ce à quoi l'on assiste à ce stade, ce sont

plutôt des réajustements discrets des comportements ordinaires. Ces réajustements concernent :

1. La gestion des stocks et les dépenses de consommation.

Fort heureusement, la récolte de l'année dernière était excellente, et virtuellement tous les agriculteurs disposent encore de réserves bien conservées dans leurs matmoras ou magasins. Mais, bien entendu, ce n'est pas une raison pour puiser sans compter dans ces réserves. Au contraire, tous les agriculteurs ont pris des mesures pour économiser celles-ci. Par exemple, comme nous l'a confirmé un colporteur, le troc, pratiqué notamment par les femmes, de céréales contre des produits tels que savon, articles ménagers en plastic, etc..., a pratiquement disparu. Plus généralement, les achats de marchandises telles que viande, sucre, thé, vêtements, etc..., semblent avoir été assez brutalement réduits, comme peuvent également le confirmer les commerçants des souks et d'ailleurs. Une famille qui consommait trois pains de sucre par semaine n'en consomme plus qu'un ou un et demi, nous a-t-on dit. L'argent ainsi épargné va à l'achat de farine, de manière à permettre aux réserves de grain domestiques de durer le plus longtemps possible.

Il est à signaler que même des agriculteurs très aisés ont adopté le même comportement (acheter de la farine et épargner leurs propres réserves). Dans ce cas cependant c'est un calcul spéculatif qui est à l'oeuvre: les individus concernés attendent que les prix augmentent davantage encore pour commencer à écouler leurs surplus.

2. La gestion des troupeaux.

A ce stade, ce sont les animaux, plus encore que les hommes, qui souffrent du manque de pluie. Les prairies sont épuisées. Les champs d'orge fourragère sont encore en défens, et de toute manière trop maigres. Les réserves de paille ont souvent été largement entamées. Les agriculteurs les plus aisés, qui en

possèdent de grandes quantités, commencent à refuser d'en vendre - certainement pour les mêmes raisons qui les font s'abstenir de vendre du grain. Les prix de l'orge, du son, et de la pulpe de betterave connaissent une augmentation brutale¹. Dans ces conditions, et vu la disparition quasi-complète des traditions de transhumance active², les animaux commencent à exercer une pression ressentie sur les ressources des agriculteurs en grain (orge principalement) et en trésorerie. Les agriculteurs sont disposés jusqu'à un certain point à "partager" avec leurs animaux - et ils le font. Mais rien ne leur garantit que ce sacrifice en vaut la peine: si la sécheresse se confirme, les prix des bêtes, qui ont déjà accusé une nette baisse³, iront chutant toujours davantage. Autant donc réduire la taille des troupeaux autant que possible tout de suite. C'est ainsi que les agriculteurs ont déjà conduit un grand nombre d'animaux au souk. Un groupe d'agriculteurs nous raconta qu'au souk Tlet des Oulad Sghaïr du 14-1-92 il y avait tant de moutons que certains vendeurs ne réussirent même pas à se faire interroger sur leurs prix. Il est donc à craindre que les agriculteurs vont être de plus en plus amenés à brader leurs animaux.

Il est à signaler ici que l'opération de réduction de la taille des troupeaux par les agriculteurs est une opération sélective: les animaux d'embouche, dont les prix se maintiennent jusqu'à maintenant, sont gardés le plus longtemps possible. Ce sont surtout moutons, vaches et juments qui sont mis sur le marché. L'argent rapporté par cette opération est d'ailleurs principalement destiné à financer la continuation de l'engraissement des animaux d'embouche. C'est ainsi que "l'argent des animaux reste chez les animaux". En réalité cela veut dire, bien sûr, qu'une partie importante du capital est ainsi préservée. Mais cela veut dire aussi que d'autres sources de cash doivent être trouvées pour les dépenses courantes. Quelles sont donc ces autres sources de cash?

3. Les sources supplémentaires de cash.

Outre la vente de petites quantités de grain et le prélèvement sur le revenu des ventes d'animaux - qui se poursuivent quand même, bien qu'à un rythme réduit -, les sources de cash sont, normalement: l'emploi hors-exploitation ou l'emploi non agricole; l'aide de membres de la famille non-résidents; le crédit.

Qu'en est-il de l'état de ces sources dans la conjoncture actuelle?

3.1. L'emploi hors-exploitation ou les activités non-agricoles.

L'emploi agricole hors-exploitation est pratiquement devenu inexistant. Dans ces conditions, on se serait attendu à ce que des agriculteurs ou des membres de leur famille aient déjà commencé nombreux à se déplacer vers les grosses agglomérations - Settat en particulier - pour y trouver du travail. Il n'en est rien, excepté dans le cas d'un village proche de Guisser dont un habitant nous a affirmé que plusieurs de ses jeunes co-villageois avaient trouvé de l'emploi dans la construction dans cette petite ville⁴. Concernant Settat, nos interlocuteurs étaient unanimes à souligner la difficulté d'y trouver du travail. Elle serait elle-même victime d'un ralentissement des activités de construction, et de toutes façons il semblerait que les équipes de maçons y sont assez fermées. Même si quelqu'un y trouvait du travail, ajoutèrent plusieurs de nos interlocuteurs, le salaire commun (30 dh environs par jour) lui suffirait à peine pour sa ration individuelle. De quoi paierait-il son séjour, alors que les dortoirs populaires (fendegs) ont été interdits? Pour nos interlocuteurs, il n'était pas question d'aller s'imposer à des parents plus ou moins lointains eux-mêmes très probablement en difficulté.

L'écrasante majorité de la population des villages enquêtés est donc restée sur place.

Parfois, le village lui-même crée des opportunités d'emploi pour certains de ses membres pour quelques jours, comme dans le cas de ce village des Oulad Bouziri où, lors de notre passage, l'on restaurait la koubha d'un ouali. Mais, en règle générale, pour la plupart des gens - des hommes en tout cas - il n'y a strictement rien d'autre à faire que d'attendre des jours meilleurs. Quelques uns, il est vrai, qui avaient une activité artisanale (confection de jellabas par exemple), continuent de s'adonner à cette activité. D'autres s'emploient comme intermédiaires dans les marchés d'animaux, ou comme petits transporteurs dans les souks et les agglomérations voisines. Mais ils restent une minorité.

Une activité majeure en cette conjoncture de sous-emploi aigu - mais elle concerne presque exclusivement des enfants - semble être le déterrage de basalla

(muscari à toupet). D'habitude, cette activité, malgré son rapport non-négligeable⁶, est vécue par les agriculteurs comme un véritable cauchemar, à cause des dégâts qu'elle cause aux cultures. Cette année ils la regardent se dérouler devant leurs yeux avec une bienveillance mêlée de tristesse.

3.2. L'aide de membres non-résidents des familles.

Lorsque ces membres sont mariés, ont leur propre petite famille, et ont émigré depuis longtemps, leurs parents agriculteurs ne comptent pas beaucoup sur leur aide financière. Lorsqu'ils sont propriétaires, ils tendent à établir avec ces derniers des relations d'affaires différant très peu des relations liant n'importe quelle paire d'associés. Les choses sont différentes lorsque le non-résident est un récent émigré encore célibataire - spécialement si c'est à l'étranger qu'il a émigré. Mais ce dernier cas ne concerne qu'un nombre limité d'agriculteurs. C'est dire qu'à l'échelle des villages enquêtés en tout cas, l'apport financier de membres des familles non-résidents ne devrait pas être surestimé.

3.3. Le crédit.

Le crédit public d'ailleurs étroitement conçu pour financer des activités productives, est, comme chacun sait, lié à la propriété foncière et à la taille de celle-ci. Cela suffit à exclure de ses bénéficiaires la grande majorité des agriculteurs, quelle que soit la conjoncture. Le crédit privé, quant à lui, est à la fois plus souple et plus rentable, puisqu'en principe - et le principe, jusqu'à preuve du contraire, semble être strictement observé - il ne comporte pas d'intérêt - d'intérêt exprimé en termes monétaires en tout cas. Le problème est qu'il n'est possible qu'au sein de petits groupes d'inter-connaissance, tels que des villages. Or les gens d'un même village font face aux mêmes difficultés et connaissent le degré de solvabilité - ou d'insolvabilité - de chacun. Cela réduit considérablement les possibilités de crédit, spécialement durant les mauvaises conjonctures comme celle de cette année.

En résumé, les sources de cash disponibles aux agriculteurs et autres que

la poursuite, vaille que vaille, de ventes de petites quantités de grain et de prélèvements sur le revenu des ventes d'animaux sont plutôt maigres et imprévisibles. Dans ces conditions, et si par malheur la sécheresse se confirmait, l'on peut, sans dramatiser, se demander si un certain nombre d'exploitations vont survivre saines et sauvées à l'épreuve. Si certains agriculteurs ne vont pas être forcés, à brève échéance, de liquider tout ou partie de leur capital - animaux et terres. Répétons-le: nous n'en sommes pas encore là. Cependant, il s'agit d'une éventualité sérieuse à considérer en conséquence.

E. Les relations intra-villageoises.

Il existe, au sein même des communautés villageoises, un dernier rempart contre la chute d'un plus ou moins grand nombre d'agriculteurs dans la misère absolue: c'est la solidarité villageoise. La plupart des agriculteurs vous diront, et nous ont dit, que la solidarité, villageoise ou autre, est un vain mot. Que dans les faits le "chacun pour soi" - ou, dans les termes des agriculteurs, le "à chacun sa corde, à chacun son seau" - est roi. Et il est vrai que quiconque est à la recherche de manifestations idylliques de solidarité en sera pour ses frais. N'empêche que solidarité il y a. Seulement elle s'exprime d'une manière si prosaïque et sobre, si routinière parfois, que les agriculteurs eux-mêmes ne la reconnaissent pas toujours comme telle. Elle va tellement de soi pour eux qu'ils sont conduits à t... en réclamer des formes plus hautes. En définitive donc, c'est son existence même qui autorise les dénégations à son propos. Signalons en quelques manifestations.

4-1. Le villageois le plus pauvre reste assuré de la participation de tous ses co-villageois à l'amortissement des frais occasionnés par les événements les plus importants de sa vie: naissance, mariage, mort (la sienne ou celle de ses proches). Dans les cas les plus désespérés, le village peut se substituer complètement à la personne concernée. La même chose est vraie en cas de catastrophe ponctuelle (incendie par exemple).

4-2. Le villageois le plus démuné reste assuré de recevoir sa part des

récoltes sous forme d'aumônes distribuées au moins deux fois par an au moment même des récoltes et le jour de l'aïd seghir. Il nous a été partout assuré que tout un chacun disposait de sa suffisance en grain pour l'année en cours.

4-3. Dans les conjonctures difficiles, des réaménagements des termes des contrats d'association qui lient des villageois de statuts socio-économiques plus ou moins différents restent toujours possibles. C'est le cas cette année. Et effectivement l'on nous a signalé au moins un cas où les termes d'une association culturale ont été réaménagés en faveur du preneur: celui-ci, qui devait livrer la moitié de la récolte (d'oignon dans ce cas précis) au donneur n'est plus requis de livrer que le tiers. Dans le domaine des associations d'élevage, les réaménagements sont plus fréquents. Le plus souvent, bien que pas toujours, dans ce genre d'associations le preneur a la charge exclusive de l'alimentation du bétail mis en association. En année difficile cependant, la norme veut que le propriétaire du bétail participe aux frais. Sinon le bétail est vendu et le preneur a automatiquement droit à la moitié du rapport de l'opération. Nous n'avons eu vent, au cours de notre enquête, d'aucune extrémité de ce genre. C'est donc que les propriétaires de bétail mis en association se plient à la norme.

C'étaient là quelques exemples destinés à montrer que les relations intra-villageoises fonctionnent comme une assurance contre le risque de chute dans la misère absolue. Nous devons rappeler que notre enquête s'est déroulée à un moment où les gens ne désespéraient pas encore de voir les pluies revenir et sauver leurs récoltes: c'est dire que les relations intra-villageoises n'ont pas encore été pleinement sollicitées; plus de manifestations d'une solidarité villageoise plus active sont à prévoir dans le cas où la sécheresse se confirmait. Cependant, il ne faut pas non plus s'exagérer les possibilités de la solidarité intra-villageoise: les villageois les plus aisés tendent généralement à se dégager de leurs obligations villageoises, ceci d'une part; d'autre part, les ressources villageoises sont limitées. Si donc la situation continuait de s'aggraver, il faudrait bien que finalement des instances extra-villageoises interviennent.

F. Conclusions et recommandations

Les agriculteurs, confortés par l'existence de réserves de grain suffisantes pour leur permettre de tenir le coup cette année au moins, gardent généralement le moral face à une sécheresse rampante. Cependant, ils encaissent mal les souffrances endurées par leurs troupeaux, le renchérissement des produits d'alimentation du bétail, et la chute des prix du même bétail. D'autre part, ils souffrent du manque d'opportunités extérieures de générer du revenu. Si la sécheresse se poursuit, leurs ressources et individuelles et collectives ne tarderont pas à s'avérer insuffisantes pour empêcher une partie plus ou moins grande d'entre eux d'entamer leur capital. Par conséquent, les autorités publiques, les agences de développement, les agences de recherche, se doivent d'aller à leur secours. Nous suggérons les mesures suivantes:

- Dans l'immédiat:

- * Approvisionner les agriculteurs en aliments de bétail à bon marché.
- * Protéger les prix du bétail - au moins ceux du bétail d'embouche.
- * Créer des emplois: c'est le moment de tracer ou réfectionner des pistes, exécuter des travaux d'aménagement du sol, creuser des puits, construire des écoles et des dispensaires, etc... Cela soulagerait les besoins de cash des gens tout en donnant une impulsion au développement rural. Les bras, de la rareté desquels on se plaint habituellement, sont là, ne demandant qu'à s'exercer.

- A plus long terme:

- * Geler les transactions foncières anormales et maintenir la protection des prix du bétail d'embouche, de manière à préserver le capital des agriculteurs.
- * Etudier la possibilité d'établir un système d'assurance garantissant aux agriculteurs un revenu minimum.
- * Susciter le développement de petites entreprises industrielles à travers les campagnes.
- * Accélérer les prospections aquifères et encourager l'irrigation, mais dans une perspective de diversification accrue des cultures (étendre la culture de l'olivier par exemple⁶).
- * Réhabiliter l'orge, tout en cherchant des variétés à enracinement précoce, d'une part, ayant une meilleure appétabilité, d'autre part.
- * Repenser les recommandations agronomiques en matière de méthodes de labour et de dates de semis en fonction des cultures et les types de sol.

NOTES

- 1 Ils ont atteint, respectivement, de 180 à 210 dh, de 210 à 250 dh, et environ 250 dh le quintal.
- 2 Nous appelons transhumance active le déplacement des troupeaux vers un autre espace. C'est ce type de transhumance qui a virtuellement disparu de la Chaouia. L'autre type - transhumance passive, où l'on reçoit des animaux d'un autre espace pour une période déterminée, généralement après les moissons - survit, lui, en Chaouia - mais, bien entendu, n'est pratiqué que lors d'années normales ou exceptionnellement bonnes.
- 3 Les prix des moutons ont baissé de 20%, ceux des juments de 25%, ceux des vaches de 20%.
- 4 Nous avons noté, par ailleurs, des groupes de jeunes occupés dans Guisser à nettoyer les rues.
- 5 Un kilo de bassila peut rapporter jusqu'à 10 dh.
- 6 Cette suggestion nous est directement venue d'un agriculteur des O.Said.

83-0367

38

BORDEREAU D'ENTREE DES DONNEES

AGRIS Formulaire 1 (Rev. 5)F



001

C	ANNEE	NUMERO DE SERIE
1	1980	0000000000

002

1	1	1
---	---	---

004

NOUVEAU	SUBSTITUE	SUPPLIMENTAIRE
A	C	D

005

--	--	--	--	--	--	--	--	--	--

006

TRADUIT	INDEXE
Y	

007

--	--	--	--	--	--	--	--	--	--

008

MONOGRAPH.	NOUVEAU	DISSEMIN.	FILM	CONF. OU SEMIN.	SYMPOSR.	ART. PUBL.	BREVET	RAPPORT	PROCES-VERBAUX
B	C	D	F	H	J	K	L	M	N

008

ANALYTIQUE	MONOGRAPH.	EN SERIE	COLLECTIF
A	M	S	C

008

REUNION	DICTIONNAIRE	DOSSIER	NUMERIQUE	THESE OU DISSERTATION	LEGISLATION	BIBLIOGRAPH.	CARTE	INCLUSE	RESUME	NON	CONVENTION	REPERE
K	L	N	U	W	Z	Y	E	V	R			

008 ERD; ; ;
 (PRINCIPALE) (SECONDAIRES)
 CATEGORIES MATIERES

CODE PAYS
 (ENTREE REGIONALE)

1 009 M Utiliser un bordereau pour chaque niveau bibliographique A, M ou C, cercle en 008, en partant du niveau le plus spécifique (c'est-à-dire la gauche) et reporter le code correspondant en 009. Pour le niveau bibliographique S, utiliser la section 2 du bordereau. Pour les descripteurs AGROVOC, les termes d'indexation du vocabulaire local et les résumés utiliser les sections 3 à 5 au verso.

Auteur (s) Personne physique (Affiliation (s))		100	Herzenni, A.
Collectivité(s) auteur(s)		110	Institut National de la Recherche Agronomique, Seltak (Maroc); HidAmerica International Agricultural Consortium, Seltak (Maroc)
Titre universitaire		111	
Titre anglais	Titre principal	200	Villages of Haute Chouia (Morocco) menaced by drought - survey report
	Éléments secondaires	201	
Réunion	Nom	210	
	Lieu	211	
	Date	213	
Titre original (Translit.)	Titre principal	230	Villages de la Haute Chouia face à la menace d'une année sèche: rapport d'enquête
	Éléments secondaires	231	
Edition (N°)		250	
No Rapport/brevet		300	USAID PROJECT-608-0136
Nos. secondaires		310	
CIPSC		320	
Adresse bibliographique	Lieu de publication	401	Seltak (Maroc)
	Auteur	402	Centre Reg. de la Rech. Agr. de la Chouia Adala et Dakhla
	Date de publication	403	1982
Collation		500	15 p.
Langue (s) du texte		600	FR
Notes		610	

2 009 S NIVEAU

Titre de publication en série	Titre principal	230	
	Éléments secondaires	231	
ISSN		320	
Date de publication		403	
Collation		500	
Notes		610	

3 009 9 / EN 009 9 / ES 009 9 / FR

Code de langue des descripteurs (trouver obligatoirement celui qui convient)

Descripteurs AGROVOC pour l'index numérique sans Agrindex	800	Dénoms (à dactylographier)
STOCK ALIMENTAIRE; TROUPEAU; GESTION; SAISON SECHE; VILLAGE; ENQUETE; MAROC		
Choisir les descripteurs par un point virgule (;) et un espace. Faire précéder les propositions de nouveaux descripteurs par un point d'interrogation (?)		
/		
Autres descripteurs AGROVOC		
Colurer un espace après la barre oblique (/)		
Commentaires sur les descripteurs extraits ou proposés	810	

4 009 9 /

Code de langue des termes d'indexation

Termes d'indexation du vocabulaire local	820	
--	-----	--

5 009 X / FR

Code de langue du résumé

Langue du résumé en clair	850	
Résumé	860	Présentation des résultats de l'enquête relative à la réaction des agriculteurs à la sécheresse dans des villages de la Haute Chouara (Maroc)

27/10/93

93-0317

FIN

النهاية

20

مشاهد

VUES